

La Cité en danger ?]

Dictature, transparence et démocratie]

Rencontres d'Averroès
#19

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY FABRE

ÉDITIONS PARENTHÈSES

**AVERRROÈS (IBN RUSHD), PHILOSOPHE, JURISTE ARABO-ANDALOU,
NÉ À CORDOUE EN 1126 ET MORT À MARRAKECH EN 1198.**

Les Rencontres d'Averroès offrent chaque année, à l'automne à Marseille, un moment de partage de la connaissance, une occasion de rendre accessibles auprès d'un large public les grandes questions qui traversent le monde méditerranéen.



Rencontres d'Averroès
MARSEILLE - MARCHÉ CORDON - POSER LA MÉDITERRANÉE DES DEUX RIVES

Créées et conçues par Thierry Fabre, elles sont produites et organisées par **espace culture_Marseille** (président Bernard Jacquier), avec le soutien de la Ville de Marseille, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil général des Bouches-du-Rhône, de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole, de la Sacem, de Marseille Provence 2013 et du Centre national du livre, en partenariat avec France Culture et la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.

Cet ouvrage est le prolongement de la 19^e édition des Rencontres d'Averroès qui s'est déroulée à Marseille, à l'auditorium du parc Chanot, les 23 et 24 novembre 2012. Respectant la chronologie des débats, animés par Emmanuel Laurentin, Florian Delorme (France Culture) et Thierry Fabre, les textes publiés ici ont été rédigés spécialement par les participants de cette 19^e édition.

www.rencontresaverroes.net

Édition et rédaction : Florence MICHEL

Couverture : Georges RENÉ

PRÉCÉDENTES ÉDITIONS :

L'Héritage andalou, première édition des Rencontres d'Averroès, L'Aube, 1995 (épuisé) ; nouvelle édition sous le titre *Autour d'Averroès, l'héritage andalou*, Parenthèses, 2003.

Rencontres d'Averroès #9, Comprendre la violence et surmonter la haine en Méditerranée, Parenthèses, 2003.

Rencontres d'Averroès #10, Colonialisme et postcolonialisme en Méditerranée, Parenthèses, 2004.

Rencontres d'Averroès #11, Dieu, les monothéismes et le désenchantement du monde, Parenthèses, 2005.

Rencontres d'Averroès #12, De la richesse et de la pauvreté entre Europe et Méditerranée, Parenthèses, 2006.

Rencontres d'Averroès #13, Liberté, Libertés, entre Europe et Méditerranée, Parenthèses, 2007.

Rencontres d'Averroès #14, La Méditerranée au temps du monde, Parenthèses, 2008.

Rencontres d'Averroès #15, Entre Islam et Occident, la Méditerranée ?, Parenthèses, 2009.

Rencontres d'Averroès #16, La Méditerranée, figures du tragique, Parenthèses, 2010.

Rencontres d'Averroès #17, La Méditerranée, un monde fragile ?, Parenthèses, 2011.

Rencontres d'Averroès #18, L'Europe et l'islam, La liberté ou la peur ?, Parenthèses, 2012.

LA CITÉ EN DANGER ?
DICTATURE, TRANSPARENCE ET DÉMOCRATIE

THIERRY FABRE

La Cité en danger ?

Dictature, transparence et démocratie

« La ville, c'est l'endroit qui rend libre », observait le grand historien Marc Bloch. C'est en effet autour de la Cité que se fonde le politique, de la Cité antique à la Cité la plus contemporaine, en passant par toutes ses métamorphoses à travers l'Histoire.

La Cité, là où s'institue le politique et où s'est progressivement construit l'avènement de la démocratie, nous semble de plus en plus fragile, incertaine, désenchantée.

« Quand le pouvoir ne dépend pas du peuple, nous sommes dans la tyrannie », remarquait le philosophe Claude Lefort. À cette aune, il semble que bien des tyrannies, notamment économiques et financières, soient en train de s'imposer, aux dépens des démocraties...

Les révolutions arabes, en Tunisie et en Égypte en particulier, ont pourtant apporté un moment d'espoir, véritable printemps des peuples qui bouscule les pouvoirs en place et renverse l'ordre établi. Où en est-on véritablement aujourd'hui ? La montée en puissance de forces obscurantistes, à travers les résultats des récentes élections, ne risque-t-elle pas de mettre en péril les fragiles processus démocratiques en cours ? Le peuple peut-il légitimer une nouvelle forme de tyrannie ? Mais l'immobilisme, qui célèbre le statu quo et conforte la dictature, n'est-il pas un risque plus destructeur encore pour l'esprit de la Cité ? Ces bouleversements politiques adviennent au temps du numérique. De quoi la révolution numérique est-elle le nom ? D'un désir de transparence et d'une capacité d'être et de faire ensemble ? Ou d'un contrôle toujours plus accru des libertés individuelles et des libertés publiques ? Sommes-nous entrés dans une nouvelle époque qui pourrait être qualifiée de post-démocratique ? Dictature, transparence et démocratie forment un triangle aux relations d'incertitude qu'il s'agit d'explorer sous différents angles. La Cité, « notre »

Cité, d'une rive à l'autre de la Méditerranée, est-elle en danger ? Allons-nous vers une nouvelle forme de tyrannie ou la démocratie saura-t-elle se réinventer ? À partir de quelles références et de quelles sources, de quel désir et de quel élan ?

Ce livre, qui rassemble les textes des invités des 19^e Rencontres d'Averroès, aborde l'ensemble de ces questions différemment que dans l'atmosphère animée, passionnée parfois, des tables rondes.

Chercheurs et acteurs du débat public livrent leurs réflexions personnelles, leurs témoignages, leurs analyses, leurs inquiétudes et leurs rêves ; autant d'éléments de connaissance que le lecteur saisira pour éclairer sa compréhension d'une époque traversée par des bouleversements politiques majeurs.

Trois grandes parties composent cet ouvrage, qui répondent aux intitulés des trois tables rondes :

PARTIE I - ENTRE DICTATURE ET DÉMOCRATIE. FIN DE L'HISTOIRE OU D'UNE HISTOIRE ?

La Méditerranée européenne a connu, à partir des années soixante-dix, la fin des dictatures, en Espagne, en Grèce et au Portugal, alors que la Turquie sortait peu à peu du régime prétorien imposé par les militaires, avec le coup d'État de 1980. Dans les années quatre-vingt-dix, après la chute du mur de Berlin, le discours en vogue était celui de «la fin de l'Histoire», chronique annoncée d'une démocratie libérale mondialisée qui serait devenue, selon Francis Fukuyama, «la forme finale de tout gouvernement humain». Où en sommes-nous aujourd'hui de cette «nécessité» historique ? Le temps du monde n'est-il pas politiquement un peu plus désenchanté ? Que voyons-nous apparaître sous nos yeux, entre Europe et Méditerranée, des «démocraties sans démocrates» ? Une forme improbable d'illusion démocratique est-elle en train de voir le jour ? Les révolutions arabes sont-elles annonciatrices d'un renouveau démocratique ou au contraire ouvrent-elles la voie à de nouvelles formes de dictature ? À moins qu'une forme mixte de «démocrature», selon la formule de Matvejevitch pour qualifier les pays de l'Est et des Balkans, ne soit en train de s'imposer à

l'ensemble de la Méditerranée ? Quelle histoire reprend son cours ? Celle d'une indépendance nouvelle et d'une liberté reconquise ou celle d'une parole confisquée et d'une soumission retrouvée ?

C'est à cet ensemble de questions qu'est consacrée cette première partie. Trois spécialistes y font l'analyse critique des régimes politiques dictatoriaux dont ils sont issus : l'économiste et éditeur turc Ahmet Insel, qui signe un article intitulé « Turquie : l'autoritarisme démocratique au cœur de la République » ; l'historienne espagnole Pilar Martínez-Vasseur, qui s'interroge : « L'Espagne, entre dictature et démocratie : une transition exemplaire ? » ; et enfin l'Italien Angelo d'Orsi, historien de la pensée politique, qui qualifie la société italienne de « post-démocratique » dans un « Adieu à la démocratie ? ».

PARTIE 2 — ENTRE RENAISSANCE CITOYENNE ET TRANSPARENCE POLITIQUE. RÉVOLUTION NUMÉRIQUE OU CONTRÔLE DES LIBERTÉS ?

Peut-on parler d'une révolution numérique qui changerait profondément la donne au plan politique ? La prise de parole des jeunes générations, grâce notamment aux nouvelles technologies, est-elle en train de créer un nouvel espace public, à la fois plus participatif et plus interactif ? Le mouvement des Indignés, par exemple, est-il l'expression d'une crise profonde de la démocratie représentative ou le symptôme éphémère du mal-être de certaines générations qui ne parviennent pas à trouver leur place dans la cité ? Quel rôle attribuer aux technologies numériques dans les bouleversements politiques en cours ?

S'agit-il de révolutions 2.0 ? La transparence apportée par un site tel que Wikileaks, face à l'opacité des pouvoirs en place, est-elle un atout ou un risque ? Des formes de contrôle, inédites et dont la puissance est inégalée, ne sont-elles pas en train de voir le jour grâce à ces nouvelles technologies ? Comment conforter les libertés, libertés personnelles et libertés publiques, face à des dispositifs qui pourraient bien s'avérer liberticides ? Sommes-nous entrés, à l'ère du numérique, dans un temps post-démocratique ?

Pour nous aider à prendre la mesure de l'impact de ces nouvelles technologies sur la dimension politique — au double sens de politique, de stratégie des États et de participation citoyenne à la cité —, cette deuxième partie associe : d'une part la sociologie avec les articles « La démocratie à l'heure des visibilitées hiérarchisées » de l'Italien Andrea Mubi Brighenti et « La mobilité comme horizon démocratique » du spécialiste du monde numérique Milad Doueihi, et, d'autre part, les témoignages et analyses de deux acteurs, à la fois militants et penseurs, du cyber-activisme : Fabrice Epelboin (« Prism : le monde ouvre les yeux sur la société de la surveillance ») et la Tunisienne Amira Yahayoui (« Internet et la révolution tunisienne »).

PARTIE 3 — ENTRE TYRANNIE DES MARCHÉS ET DÉFIANCE DES ÉLECTIONS. LA DÉMOCRATIE PEUT-ELLE SE RÉINVENTER ?

La démocratie, parmi ses nombreuses acceptions, est « le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Or l'emprise des marchés financiers, des agences de notation et des grandes firmes internationales, dont la sphère d'influence est désormais mondialisée, s'exerce de plus en plus sur les sociétés politiques. Le peuple n'est-il pas en train d'être dépossédé de ses prérogatives et de sa souveraineté ? Quelle « marge humaine » reste encore entre les mains des acteurs de la démocratie pour décider de leur avenir face à des oligarchies toujours plus puissantes ? Quel crédit apporter, dans ces conditions, aux élections ? S'agit-il d'un rituel démocratique sans lendemain ou d'un mécanisme qui reste porteur de sens et d'avenir ? La démocratie représentative apparaît de plus en plus désenchantée, décalée par rapport aux attentes des citoyens. Existe-t-il cependant d'autres chemins pour sortir de cette désillusion ? Une forme de catastrophisme voire de nihilisme n'est-elle pas en train de s'imposer ? La cité n'est-elle pas en danger à force de consentir à l'indifférence et à la célébration du vide ?

La démocratie est-elle devenue une forme politique vaine ou peut-elle se réinventer, d'une rive à l'autre de la Méditerranée ?

La troisième et dernière partie du livre, dont le propos est de questionner la possibilité de nouvelles formes de la démocratie, est, elle, dominée par une certaine gravité. Si le texte de Raimundo Viejo Viñas sur la vague de mobilisation des Indignés en Espagne, «La Méditerranée et l'Europe : la scission constituante et le cas espagnol», y côtoie l'optimisme du philosophe Guillaume Le Blanc qui voit en la «réappropriation du sol» par les peuples une solution à la crise de la démocratie représentative («Le réenchantement de la politique comme rempart à l'essoufflement démocratique»), la force de l'inquiétude s'impose dans les deux autres textes.

L'un, de l'anthropologue Panagiotis Grigoriou, décrit une Grèce soumise à «la tyrannie des marchés» ; dans l'autre, c'est du cas syrien dont il est question sous les plumes conjointes du politologue libanais Ziad Majed et de la sociologue algérienne Nadia Aissaoui qui se demandent : «Où est passée la solidarité internationale ?»

La Cité en danger ?... Elle est à l'épreuve de défis nouveaux, de formes inédites qui remettent profondément en cause sa capacité à créer un espace public et un bien commun. Mais au-delà de ces inquiétudes et de ces défis, reste l'immense capacité des peuples à inventer leur avenir. Ouvrons bien grand les yeux vers ce qui vient...

I

Entre dictature et
démocratie.
Fin de l'histoire ou
d'une histoire ?

Ahmet INSEL

Pilar MARTÍNEZ-VASSEUR

Angelo D'ORSI

AHMET INSEL

Turquie : l'autoritarisme démocratique au cœur de la République

Où vont la Tunisie, l'Égypte, la Syrie ? Vers quels types de régime politique conduira l'immense vague révolutionnaire qui s'est emparée d'elles ?

Afin d'apporter d'éventuels éléments de réponse à ce questionnement, j'ai été invité à ces 19^e Rencontres d'Averroès pour témoigner du cas turc, que j'aborderai sous la double thématique de l'histoire et de la situation contemporaine.

La Turquie est un cas très intéressant de régime de transition, mais disons-le d'emblée, de transition permanente. Le processus de transition semble ne pas y avoir de fin. L'un des problèmes majeurs de la Turquie est de ne pas savoir comment on sort de la transition, autrement dit comment on atteint le « normal ». Ce problème se pose aussi en matière de candidature à l'Union européenne, la Turquie étant et risquant fort d'être encore longtemps un candidat permanent à l'entrée dans l'UE. La permanence de la transition, que l'on peut aussi analyser sous l'angle d'une « trappe à la transition », n'est peut-être pas sans rapport avec la prolongation indéfinie du statut de candidat à l'adhésion de la Turquie.

La transition en Turquie est en question depuis le XIX^e siècle sous les noms d'occidentalisation, de modernisation. Depuis l'Empire ottoman, il est dit que le pays, la société doivent évoluer, aller vers davantage de modernité, se rapprocher de l'Occident, atteindre le niveau de la « civilisation contemporaine ».

DU KÉMALISME AUX ISLAMO-CONSERVATEURS

Je ne remonterai pas aux sources de la modernisation, au XIX^e siècle. Je prendrai comme repère l'avènement de la République. En 1923, est mis en place en Turquie un régime républicain ; républicain mais autoritaire et même, dans un premier temps, dictatorial. Le modèle est celui du parti unique avec, à sa tête, une figure de chef

charismatique : Mustapha Kemal. Un dictateur probablement éclairé, mais dictateur tout de même.

Dans les années cinquante, ce régime expérimente un assouplissement avec, notamment, l'ouverture au multipartisme. Mais quoi qu'il en soit, la culture politique turque reste ancrée dans la première période kémaliste, à savoir une culture politique très autoritaire.

L'Europe posait sur ce régime un regard plutôt compréhensif car, tout autoritaire qu'il était, il s'agissait d'un État laïc, voire « laïcard » à la façon de la III^e République française. La Turquie défendait un laïcisme autoritaire, interventionniste, accompagné d'une politique de modernisation « par le haut ». Or ce modernisme « par le haut » a engendré des clivages au sein de la société turque, société dont une grande partie, en résistant à ce laïcisme autoritaire, a assimilé la démocratie à un outil de résistance contre les velléités modernisatrices du régime autoritaire. Ces « résistants » étaient politiquement conservateurs mais utilisaient les ressorts démocratiques pour lutter contre un régime autoritaire. D'où l'importance attachée à la légitimité électorale par une très large partie de la société turque, et plus particulièrement par les conservateurs.

Ceci vient résumer la situation des dix dernières années où, en Turquie, les islamo-conservateurs se sont constitués comme « porteurs de démocratisation » ; nous dirons d'une forme conservatrice de démocratisation.

L'armée turque, quant à elle, est le pilier du régime autoritaire — ce qui nous permet de qualifier le régime politique turc de « régime prétorien ». Elle avait jusqu'à récemment le statut d'une force prétorienne. L'armée se considère comme étant la fondatrice de la République mais, surtout, comme étant — le terme ne signifie pas grand-chose en français mais est très bien perçu en Turquie — la « propriétaire de l'État ». Les militaires sont les propriétaires de cet État, ses fondateurs, et s'accordent un pouvoir de tutelle absolu sur l'État, la société et son avenir. Ce statut leur a permis de justifier deux coups d'État : l'un en 1960 et l'autre en 1980. Il s'est agi d'interventions militaires lourdes avec, à la clé, un changement de Constitution, de larges arrestations et des exécutions capitales. Ces coups d'État ont par ailleurs été suivis en 1971 et en 1997 par des pressions ouvertes de l'armée visant le renversement des gouvernements issus des majorités parlementaires. Cette armée fut le régent de la République, mais son pouvoir fut mis à mal à partir des années deux mille avec 1) l'arrivée

PILAR MARTÍNEZ-VASSEUR

L'Espagne, entre dictature et démocratie : une transition exemplaire ?

L'Espagne semble échapper, depuis la mort du général Franco en novembre 1975, à cette sorte de fatalité qui lui faisait connaître, depuis plus de deux siècles, un destin politique hors du commun en Europe.

Plus de trente ans après la mort du dictateur, la démocratie paraît consolidée dans le pays, avec les carences et les réussites des démocraties de souche beaucoup plus anciennes. On imagine mal comment elle pourrait chanceler, tant ses bases apparaissent solidement assurées, en dépit des tensions internes très fortes, en particulier dans les rapports entre l'État central et les Communautés autonomes (notamment avec la Catalogne et le Pays Basque). Le régime démocratique espagnol a su en effet traverser de nombreuses et graves épreuves (le *golpismo*, les terrorismes — Grapo, ETA, Gal¹ —, un fort taux de chômage dans les années quatre-vingt, des cas de corruption à répétition, etc.) tout en s'adaptant ou en conduisant une importante mutation de l'ensemble des institutions, de la société et de la culture.

L'ampleur et la rapidité des changements ne nous surprennent plus maintenant, mais il faut revenir à ce que l'on appelle « les années de transition » (1975-1982) pour situer cette période dans une perspective plus large et pouvoir ainsi mieux penser la nature et le contenu de ces changements.

DE L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE

La démocratie souffre d'une inflation verbale qui rend son analyse difficile. Dans l'opinion publique, le fait de s'affirmer démocrate ou de qualifier une attitude démocratique présuppose le partage de certaines valeurs. La puissance symbolique acquise par les procédures qui en assurent l'expression (le vote) lui confère la force d'un jugement de valeur et le statut d'aboutissement ultime des régimes politiques. Cette conquête s'est avérée lente et difficile dans son développement géographique. Le xx^e siècle restera, dans l'histoire de l'Espagne et d'ailleurs, autant comme le siècle des totalitarismes que comme celui de la diffusion du modèle démocratique. Dans cette perspective, les

processus transitionnels conservent un caractère ouvert, la démocratie étant un idéal général, ni inévitable ni nécessaire mais au contraire révoicable.

D'un point de vue historique, il faut rappeler que la transition vers la démocratie en Espagne n'est pas un fait isolé mais qu'il intègre un processus plus large dans lequel d'autres pays sont passés des régimes autoritaires à des démocraties. Ainsi, la transition espagnole ferait-elle partie de ce que le politologue américain Samuel Huntington appelle « la troisième vague de démocratisation ». La première puise ses racines dans les révolutions française et nord-américaine de la fin du XVIII^e et des débuts du XIX^e siècle, à la suite desquelles un nombre encore très faible de pays établirent des démocraties embryonnaires. La deuxième vague de démocratisation eut lieu après la fin de la Seconde Guerre mondiale et pendant la décolonisation. Enfin, la troisième vague eut comme point de départ la révolution des Œillets au Portugal, le 25 avril 1974 ; elle se poursuivit par l'avènement de la démocratie en Espagne et en Grèce, rejointes quelques années plus tard par une trentaine de pays d'Amérique latine et d'Asie².

Tous ces processus de transition présentent des caractéristiques communes, mais la transition espagnole contient un certain nombre de spécificités au sein de cette troisième vague, notamment vis-à-vis de ses voisins européens, ce qui lui a valu d'être érigée en modèle, exemple ou encore en « festin des politologues » selon le mot de Raymond Carr³.

Si, dans l'ensemble des processus de changement politique, une crise de légitimité du régime dictatorial en place s'est produite pour des raisons externes dans les cas du Portugal et de la Grèce (guerre coloniale en Angola pour le premier, échec militaire contre la Turquie pour le deuxième), tel ne fut pas le cas en Espagne, où l'évolution

1. ETA : *Euskadi ta Askatasuna* (Patrie et liberté), issue en 1959 d'une scission du PNV. En 1974, elle se scinde en deux branches : ETAPM ou politico-militaire et ETAM ou militaire. En 1982, ETAPM s'est dissoute d'elle-même et nombre de ses membres sont passés au parti Euskadiko-Ezkerra et plus tard au Parti socialiste ; Gal : *Grupos Antiterroristas de Liberación* (Groupes antiterroristes de libération), créés en 1983 pour lutter contre l'ETA. Ils ont bénéficié de complicités au sein de l'État espagnol sous le gouvernement de Felipe González ; Grapo : *Grupo de Resistencia Antifascista Primero de Octubre* (Groupe de résistance antifasciste du Premier Octobre), ainsi appelé en raison de la date de son premier attentat à Madrid, le 1^{er} octobre 1975, qui tua trois membres de la police armée (nom donné à la police nationale sous le régime franquiste).

2. HUNTINGTON, Samuel, *The Third Wave, Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

3. CARR, Raymond, *El rostro cambiante de Clio*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, p. 305.

ANGELO D'ORSI Adieu à la démocratie ?

Le terme *post-democracy* a été introduit par le politologue britannique Colin Crouch¹ au début des années deux mille. Son essai fut édité en italien avant de paraître en anglais ; en effet, il vit le jour suite à un long séjour en Italie, et à une longue réflexion sur la situation politique italienne, prise comme cas d'étude. Il s'agit là, de toute évidence, d'une indication précieuse. L'Italie fait, depuis longtemps, l'objet d'une attention particulière pour tout ce qui regarde l'histoire récente, la sociologie, les sciences politiques, voire l'anthropologie contemporaine. L'expression « le cas italien » est très commune aussi bien au niveau universitaire que dans le débat politique, au point que l'on peut affirmer qu'il existe désormais une bibliothèque entière en différentes langues sur les transformations du système politique, économique, institutionnel et culturel de ce qui fut considéré pendant longtemps « *il bel paese* », le « beau pays ». Les transformations qui se sont produites après la fin des années quatre-vingt ont été le fruit d'une longue période de préparation dans la décennie soixante-dix sur la base d'événements internationaux, à partir de la rupture des accords de Bretton Woods et de la crise financière et pétrolière de 1971-1973 qui s'ensuivit. Selon Crouch, étant donné l'importance des conséquences économiques des décisions du président américain Richard Nixon, c'est là qu'est le vrai *turning point* de l'histoire mondiale récente.

On assista alors à un changement général, au sein du système libéral, qui était, jusque-là, fondé sur un modèle certes capitaliste, mais tempéré par les instances sociales plus ou moins fortes dans les différentes situations nationales, et qui reconnaissait aux classes subalternes, un ensemble de droits, résultat de luttes séculaires et de l'action des syndicats et des partis de gauche ; en Italie, principalement le Parti communiste (PCI) et le syndicat de gauche, la CGIL (*Confederazione generale italiana del lavoro*). Vers la fin de la décennie soixante-dix, l'allié historique des communistes, le Parti socialiste (duquel avait été issu le PCI lors de la scission de 1921), sous la

domination quasi absolue de Bettino Craxi, entreprit un parcours qui devait le conduire à « l'émancipation » de la tutelle encombrante du Parti communiste, grâce au rééquilibrage, souhaité, des rapports de force. Pour obtenir ce résultat, la politique de Craxi, une politique sans scrupules jusqu'au cynisme, avait pour objectif fondamental la conquête de positions de pouvoir pour les socialistes et, en même temps, le recul du Parti communiste. L'alliance avec l'antagoniste historique du PCI, la Démocratie chrétienne, fut pour Craxi le moyen principal d'atteindre cet objectif ; un objectif qui fut vite considéré comme inatteignable aux yeux des protagonistes et des observateurs, mais pas pour Craxi qui s'obstina, instaurant un système de corruption généralisé, organisé scientifiquement, pour obtenir pour son parti des ressources économiques à même de faciliter la conquête du leadership de la gauche italienne.

De cette façon, tandis qu'ils perdaient le sens de leur identité historique, les socialistes, avec la collaboration active ou passive d'un bon nombre d'intellectuels et le soutien d'une grande part du système financier, adoptaient le point de vue des « modernisateurs », et commencèrent à penser à une « Grande Réforme » qui s'avéra plus tard être le cœur des tentatives subversives de la secte franc-maçonne (la P2, pour *Propaganda Due*) guidée par Licio Gelli, l'homme qui tirait les ficelles de la politique et, en partie aussi, de la finance italienne dans les années soixante-dix et quatre-vingt, et jusqu'au début des années quatre-vingt-dix.

Mais le véritable changement, du moins du point de vue politique, se situe en 1989 : la fin de l'expérience socialiste, symbolisée par la chute du mur de Berlin, avec ses répercussions en Italie comme dans les autres pays, marqua la fin d'une époque. En Italie, on assista à une sorte de suicide du PCI, le plus grand parti communiste d'Occident, tandis que tout le système des partis se dissolvait brusquement après le séisme de « Tangentopoli » — le système de corruption qui avait eu comme centre le Parti socialiste, mais qui avait entraîné toute la politique nationale —, avec l'abandon traumatique de Bettino Craxi, celui qui était le plus directement engagé dans la réalisation de ce projet de « modernisation »...

Tout cela engendra une crise profonde, probablement la plus importante de l'histoire italienne après le fascisme, et la plus grave

II

Entre renaissance citoyenne et transparence politique. Révolution numérique ou contrôle des libertés ?

Andrea MUBI BRIGHENTI

Milad DOUEIHI

Fabrice EPELBOIN

Amira YAHYAOUI

ANDREA MUBI BRIGHENTI
La démocratie à l'heure
des visibilités hiérarchisées

La démocratie moderne a été profondément liée à l'idée de la visibilité du pouvoir. Pourquoi ? Tout simplement, l'exercice visible du pouvoir, son déroulé « en public », a été conçu comme une sorte de garantie de la possibilité du contrôle du pouvoir par le peuple. Là où le pouvoir autoritaire émane du cabinet secret et n'explique pas les raisons impénétrables, souveraines, supérieures du chef, le pouvoir démocratique se joue dans un champ ouvert, nécessairement soumis à la controverse, aux arguments et contre-arguments. L'action politique, en démocratie, se trouve constamment mise en discussion, et placée, de fait, « sous le regard de tous ».

C'est là une image positive de la visibilité ; celle d'élément incontournable de l'environnement social de la démocratie. De ce point de vue, donc, la visibilité est une ressource, voire une capacité — ou peut-être mieux encore une « capabilisation » — de l'action politique démocratique.

Cette confiance dans les vertus émancipatrices de la visibilité a également marqué les luttes pour la reconnaissance sociale des minorités sexuelles, religieuses, ethniques et nationales depuis les années soixante et soixante-dix — et qui se poursuivent aujourd'hui (le mariage gay en est un exemple récent). En effet, devenir visible a signifié pour les groupes minoritaires la possibilité d'être légitimés à la prise de parole. Accéder à l'espace public avec sa spécificité propre, sa différence spécifique au regard de la majorité, sa vision du monde, ses intérêts non seulement matériels mais aussi idéaux, signifie que la « visibilisation » d'une minorité implique reconnaissance et, une fois de plus, capacité d'action politique. Ainsi, les luttes pour la reconnaissance — notion qui implique bien plus que tolérance et acceptation — ont été des luttes pour la visibilité.

Mais la corrélation entre visibilité et émancipation n'est pas aussi simple, ni aussi directe. Dans la mesure où elle comporte l'exposition au regard des autres, l'expérience publique est une lame à double

tranchant. L'espace public n'est pas qu'arguments et raisonnements ; il inclut aussi des affections, des impressions affectives qui conduisent à des formes d'action irréfléchies. Si l'on considère la puissance de la surexposition médiatique, on s'aperçoit aussitôt que la visibilité peut aussi se transformer en spectacle. La spectacularisation conduit à toutes sortes de distorsions du processus de reconnaissance. De ce point de vue, la propagande politique et la publicité marchande sont deux pratiques, deux jeux de visibilité, qui montrent clairement cette dynamique perverse de l'exposition publique. Dans la propagande, la visibilité du pouvoir, loin de garantir une quelconque forme de contrôle du pouvoir, se fait outil de domination, de même que, dans la publicité, la visibilité des marchandises est surtout comparable à une pollution de l'espace commun de parole.

La visibilité ne peut donc pas être considérée seulement comme moteur de la capacité. Les mouvements sociaux, dans leurs efforts, leurs tentatives de devenir les porte-parole des minorités les plus diverses, ont connu plusieurs fois la déception et l'amertume d'être rendus visibles, dans le discours public, sur un mode qui desservait leur cause. En d'autres termes, si la visibilité est la condition de la reconnaissance publique, elle peut également être vecteur de mépris ou de ridiculisation. L'exposition comporte ses dangers spécifiques.

Pas seulement : exister dans le regard d'autrui peut aussi agir comme force de discipline. C'est évidemment le cas de la discipline comme outil ou stratégie de pouvoir à l'égard des individus, telle qu'elle fut pratiquée dans les grandes institutions de l'État moderne. Dans ce contexte, le « rendu-visible » du corps de l'individu a été mis à profit par les pouvoirs publics pour engendrer des dispositions d'action — peut-être mieux, de réaction — chez l'individu qui, même s'il ne l'est pas réellement, se sent observé, surveillé par l'autorité.

Dans l'univers disciplinaire, l'action individuelle se déclenche à partir d'une « atteinte du commandement » qui suit la conscience de son propre état de visibilité. L'armée offre l'un des exemples les plus éclatants de ce type de phénomène — mais il est loin d'être le seul : l'idée d'une « orthopédie sociale » consiste précisément dans le projet de conformer les corps des individus et leur façon d'agir à travers des pratiques réitérées d'attention. Les techniques disciplinaires ont donc eu recours à la visibilité comme ressource politique, mais dans un sens bien différent de celui de la théorie démocratique. La permanence de la visibilité — même dans le cas où elle n'est que visibilité imaginée

par l'individu concerné — vient ici assurer la continuité d'une structure d'assujettissement et de contrôle plus vaste.

Il y a donc un circuit continu discipline-surveillance, dans lequel la deuxième est entièrement fonctionnelle à la première. La surveillance, il faut le souligner, n'est pas nécessairement mauvaise en soi : il ne faudrait pas oublier que ce que l'on a appelé l'État-providence — et, même si l'on n'y a jamais vraiment adhéré, si l'on ne l'a jamais vraiment aimé, on voit bien aujourd'hui ce que signifie sa crise en termes de chômage et de fragilisation économique de masse — a justement été rendu possible par un déploiement massif d'outils de surveillance et, directement ou indirectement, de techniques de discipline. La spécificité du cadre disciplinaire tient donc au fait que l'individu se trouve toujours placé dans le champ d'exercice du pouvoir : ses actions sont en effet plutôt des réactions à des stimulations et des modifications des éléments en présence dans le champ même du pouvoir. En même temps, surveillance et discipline exigent la collaboration des sujets ; elles sont participatives par définition et ne pourraient fonctionner en dehors d'une disposition subjective favorable à ces sujets.

Plus généralement, ce qui compte, à mon avis, n'est pas simplement la grammaire officielle de certaines dynamiques de visibilité, avec ses règles établies, ses normes reconnues et acceptées, mais bien plutôt — et peut-être, surtout — les ambiguïtés qui caractérisent la visibilité en tant qu'enjeu ; ses marges d'incertitude où les expériences réelles sont vécues, les défis proférés et les résistances pratiquées. Les normes et les règles sont des façons de modeler l'horizon et le paysage, mais les actions singulières échappent toujours en partie (et plus ou moins délibérément) à la programmation : la notion de « mesure » pourrait nous aider ici à comprendre cet équilibre instable, car la mesure n'est pas simple répétition ; elle implique plutôt une marge de changement — et même de décision de changement — dans des actions répétées. À cet égard, la dimension technologique joue un rôle crucial. On peut imaginer la visibilité comme une sorte d'élément fluide dans lequel on construit et développe des liens sociaux. De ce point de vue-là, la « technologie » est l'ensemble des éléments matériels et informatifs que l'on utilise pour modifier, changer, plier les rayons de visibilité : ce sont les mêmes éléments avec lesquels on pratique notre vie sociale. Si donc la question technologique ne peut être traitée séparément de la question sociale, c'est parce que, au fond,

la société elle-même est une technologie, et peut-être, plus précisément, une technologie de visibilité.

Si l'on considère les médias en tant que structures de visibilité, on voit bien que notre âge, notre temps est marqué par le développement de nouvelles morphologies et de nouvelles mesures de visibilité.

En particulier, il me semble que l'on peut décrire notre situation actuelle par le biais de la notion de « visibilité hiérarchisée ». De quoi s'agit-il ? Tandis que la théorie critique et la critique sociale des médias traditionnels portaient sur la passivité du spectateur, qui se trouvait face au grand spectacle du pouvoir, aussi bien politique qu'économique, les nouveaux médias numériques semblent nous placer dans une situation de socialité plus active et élargie. Là où la spectacularisation était décrite — et décriée — comme forme d'isolement, les nouveaux médias adviennent avec l'espoir de la réalisation d'une nouvelle société des amis. La participation semble constituer le degré zéro de cette nouvelle configuration.

Avec les médias numériques, on constate, au moins en puissance, l'affirmation d'une nouvelle logique de visibilité qui dépasse l'âge de la pénurie et du monopole de la visibilité par un petit nombre d'acteurs économiques et politiques majeurs. Apparemment, le réseau est une morphologie polycentrique et distribuée qui permet la démocratisation de la visibilité en tant que ressource partagée. Sommes-nous donc en train d'entrer dans un âge de « visibilité distribuée » ? Pas aussi simple. En fait, plusieurs questions problématiques se posent.

Premièrement, l'abondance de visibilité signifie aussi profusion chaotique. Si la fin du XIX^e siècle a été « l'âge des foules » dans les rues des grandes villes européennes et américaines, on se retrouve au début du XXI^e dans un « nouvel âge des foules » : ce sont les foules numériques, foules de données qui ne sont pas simplement « déterritorialisées », mais qui s'entremêlent et se superposent aux territoires actuels dans de nouvelles façons, imprévisibles. Nos ordinateurs mais désormais aussi nos téléphones portables contiennent plus de fichiers et d'informations que l'on n'en connaîtra jamais. Nos existences sont de plus en plus mobiles et les espaces urbains dans lesquels nous vivons sont chaque jour davantage stratifiés de données numériques, de codages et de réglages.

En second lieu, cette situation de foule est aussi une situation d'affolement. On est encombré, on est pressé, on a du mal à se renseigner, à évoluer dans un espace saturé, aussi embouteillé dans les

villes que dans les réseaux sociaux. Par conséquent, on ressent très fortement le besoin de critères d'ordination, de nouvelles boussoles pour nager dans la mer des données. C'est ce qui a fait la fortune de Google. À la limite, on pourrait dire que Google ne consiste en rien d'autre qu'en l'invention d'une nouvelle stratégie de visibilité des données. Ainsi, quand Brin et Page, les créateurs de Google, ont utilisé le « graphe de citations » comme modèle pour leur moteur de recherche, ils ont de fait introduit dans les médias numériques une notion d'autorité. Chaque élément du réseau peut être placé sur une échelle selon l'autorité des éléments qui renvoient à lui. C'est d'ailleurs par un mécanisme identique que l'on construit sa réputation propre dans la communauté scientifique.

Sur la morphologie du réseau vient ainsi se greffer un principe arborescent. L'effet global est la « hiérarchisation des visibilitées ». On n'a pas simplement affaire avec la distribution d'une perception générique d'un prestige social, mais avec une véritable quantification des positions différentielles de visibilité. La visibilité vient se trouver au cœur des nouveaux processus de valorisation. Et l'on sait bien que l'on ne classe pas que des pages Internet. La classification hiérarchisée à travers des index numériques s'applique à des activités toujours plus diverses, et enfin aux êtres humains, aux individus eux-mêmes. Les individus obtiennent une reconnaissance proportionnelle au nombre des citations de leurs « produits », qu'il s'agisse de commentaires sur Facebook ou d'articles académiques. Ce ne sont pas tant les données qui ont de la valeur, mais les procédures de visibilité et les classements qui en découlent. Dans le cadre d'une analyse de la démocratie contemporaine, il nous faudrait donc réfléchir plus attentivement sur les modalités selon lesquelles, de plus en plus, on mesure la « performance » des individus et des institutions à travers leur placement, leur visibilité. Il faudrait se demander systématiquement : quels sont les procédures, les index et les variables de visibilité qui sont choisis ? Et par qui ?

Tout cela revient à une considération sur la nature de l'environnement social actuel. Sans aucun doute, dans l'environnement des médias numériques, on participe beaucoup, on envoie toujours un message par ci ou un commentaire par là. La critique de la passivité du spectateur qui convenait aux médias traditionnels n'est donc plus adaptée. Loin d'être « parole sans réponse », les nouveaux médias sont formés de séquences de paroles et de réponses. Mais, justement,

que signifie alors la « participation » ? Si l'on considère attentivement la question, il nous faut avouer que l'équivalence entre participation et émancipation n'est pas automatique. Des séquences de paroles et de réponses ne se traduisent pas nécessairement par une véritable conversation.

C'est aussi une question de rythmes et de mesures de communication : la rapidité et la magnitude de la communication qui s'écoule à travers les médias numériques changent les qualités de l'environnement communicatif. Une véritable conversation nécessite des silences, des pauses, une certaine distance entre les interlocuteurs, alors qu'un flux ininterrompu et saturant de stimulations et réactions rend, en définitive, la conversation impossible. Ainsi, en général, avec nos médias numériques — et la portabilité des médias a renforcé cet effet —, on est très pris à réagir aux sollicitations extérieures, quoique, à la différence du contexte disciplinaire, le champ du pouvoir où nous sommes placés en tant qu'individus ne semble pas *a priori* constitué par l'État, mais résulte plutôt du déploiement de ces réseaux, de ces chaînes. Toutes ces « sollicitations en réseau » dessinent des régimes de visibilité sur lesquels on n'a pas encore un contrôle suffisant. Lutter pour la démocratie aujourd'hui ne signifie donc peut-être pas simplement lutter contre la censure — quoique, sans doute, elle existe encore — mais aussi et surtout lutter pour une pluralité de stratégies de visibilité. Et faire, ainsi, que les modes de visibilité soient aussi pluriels que les expériences réelles de visibilité sociale.

MILAD DOUEIHI
La mobilité
comme horizon démocratique

Le numérique et les réseaux sociaux ont, c'est indéniable, joué un rôle central dans les révolutions arabes comme dans d'autres soulèvements populaires à l'instar des mouvements des Indignés à Madrid, Athènes ou Jérusalem. Peut-on pour autant s'autoriser à dire que l'utilisation généralisée des réseaux sociaux est allée jusqu'à modifier le rapport État/citoyens et est venue toucher l'essence même du concept de citoyenneté ?

Sur cette question essentielle, j'aurais tendance à vouloir modérer des opinions trop répandues qui exagèrent à l'extrême le rôle du numérique, notamment dans le cadre des révolutions arabes. Modérer ne signifie pas pour autant nier qu'il y a tenu un rôle premier, parfois déterminant.

Pour aborder ce questionnement, interrogeons d'emblée le sens du mot « numérique ». Passé très rapidement dans notre vocabulaire courant, sa signification reste encore floue. Les dictionnaires eux-mêmes sont laconiques sur sa définition ; le seul point sur lequel ils s'accordent est de mentionner son opposition avec le terme « analogique ».

Je dirais pour ma part que le numérique est désormais une véritable culture et que c'est justement par cette dimension culturelle qu'il a pu jouer un rôle important dans la reconfiguration de l'espace public, voire du statut de citoyen.

LE NUMÉRIQUE COMME CULTURE

Rappelons ici qu'il nous faut maintenir une distinction — ce à quoi nous a d'ailleurs invité le titre de cette table ronde : « Entre renaissance citoyenne et transparence politique. Révolution numérique ou contrôle des libertés ? » — entre *transparence* et *surveillance*, et qu'il nous faut en établir une autre entre *informatique* et *numérique*.

L'informatique a d'abord été une branche des mathématiques. Ce n'est que dans un second temps qu'elle s'est autonomisée et s'est constituée comme une science à part entière avant de devenir, chose assez

rare, une industrie. Sauf erreur de ma part, avant elle, seule la chimie avait suivi cette évolution ; chimie qui est d'ailleurs toujours une grande industrie. Mon hypothèse est que d'industrielle, l'informatique a poursuivi son développement pour devenir, *in fine*, culturelle.

Dans quel sens peut-on dire qu'elle est devenue « culture » ?

Il me semble que la surveillance appartient surtout à la dimension industrielle ; c'est en tant qu'industrie que l'informatique a pu et peut être utilisée par les États (dictatoriaux ou non), les institutions du secteur public, pour contrôler ou essayer de contrôler les comportements et les communications de leurs « sujets ».

Elle est en revanche « culture » pour plusieurs raisons.

La première de ces raisons est que l'informatique exige un certain niveau de compétence, un savoir partagé, qui n'est d'ailleurs pas forcément lié à une génération : le monde arabe nous a montré au contraire sa dimension transversale. Mais plus important encore, elle modifie le regard que nous portons à la fois sur notre passé, sur notre héritage, sur notre patrimoine et, enfin, sur la manière dont on peut (inter-)agir en tant que citoyen.

Or il se trouve qu'avec la culture numérique s'est produit une « hybridation générale de l'espace et de la spatialité » qui, selon moi, est un des éléments déterminants d'une dimension qui a — par exagération — été qualifiée de « révolutionnaire ».

J'en viendrai à des exemples concrets puisés dans le contexte du monde arabe ultérieurement ; et vais d'abord faire appel à un exemple général.

Mon hypothèse repose sur un très bel article écrit par l'ethnologue Marcel Mauss dans les années quarante intitulé « Les techniques du corps¹, » article dans lequel il interroge le statut du corps, notamment en rapport avec les objets culturels et la manière dont le citoyen peut intervenir dans l'espace public. Il en vient à distinguer deux grandes cultures, qu'il tâchera de comparer : une culture avec la chaise (la Chine) et une culture sans la chaise (l'Inde). Une différence essentielle qui aura des répercussions majeures sur les produits culturels, la gestion de l'espace public et de la communication et, surtout, les représentations symboliques du pouvoir et du citoyen.

1. Article originalement publié dans le *Journal de psychologie*, xxxii, n° 3-4, 15 mars/15 avril 1936 [NDÉ].

FABRICE EPELBOIN

Prism : le monde ouvre les yeux sur la société de la surveillance

Avec la révélation auprès du grand public de l'existence du programme de surveillance Prism — qui ne représente en réalité qu'une petite partie du système de surveillance globale des États-Unis —, le monde ouvre enfin les yeux sur la réalité des gouvernances modernes qualifiées de « démocratiques ».

Les États-Unis, comme d'autres nations de par le monde, se sont dotés ces dernières années de technologies de surveillance permettant de mettre sous écoute non pas les suspects d'une enquête diligentée par la justice, mais la population dans sa globalité. Bienvenue dans la surveillance de masse.

Les communications de la population américaine, mais également celles de l'ensemble des nations dont les communications passent par le territoire américain — autant dire une large partie des hommes sur terre —, sont surveillées, archivées et analysées.

Pour le citoyen lambda, cela pose beaucoup de questions et se heurte à quelques préjugés qu'il est indispensable de mettre à plat avant de poursuivre quelque analyse que ce soit.

LUTTER CONTRE LE TERRORISME

L'usage de ces technologies aux seules fins de lutter contre le terrorisme repose exclusivement sur le degré de crédulité de chacun vis-à-vis de ce que raconte la gouvernance américaine. « Exclusivement », car 1) il semble impensable que cette autorité fasse preuve de transparence sur ses programmes d'écoute — c'est contraire à l'esprit même d'un service secret — et 2) ladite autorité dispose de failles législatives qui lui permettent, en pratique, de surveiller ce que bon lui semble, sans la moindre intervention du pouvoir judiciaire, comme l'a brillamment démontré Michael Arrington, le fondateur de TechCrunch, le « blog techno » le plus influent de la planète.

En étendant la notion de terrorisme, on peut aisément reformuler la mission attribuée à de tels programmes de surveillance — aux

États-Unis comme ailleurs — comme une lutte contre toute forme de déstabilisation de l'État et, par extension, contre tout ce qui pourrait porter atteinte à ses intérêts fondamentaux, notamment économiques.

L'AIGUILLE DANS LA BOTTE DE FOIN

Voilà un préjugé qui, il y a peu de temps encore, reposait sur une réalité tangible. Surveiller des centaines de millions d'individus à la recherche de quoi que ce soit reviendrait à chercher une aiguille dans une botte de foin. Il n'en est rien. L'avènement du *big data* est venu apporter une solution à ce dilemme et rend l'exploration d'une telle quantité de données parfaitement réalisable. Sous ce terme de *big data* se cache un ensemble de technologies et de méthodologies permettant d'explorer et de faire sens à partir d'un corpus gigantesque de données, qu'il s'agisse de l'ensemble des transactions financières d'une place de marché ou des conversations d'un continent tout entier. Les plus curieux iront explorer les capacités de logiciels dédiés tels que ceux que propose Palantir, un acteur omniprésent dans l'industrie de la surveillance.

LE GÉANT AMÉRICAIN ET LE « NAIN » FRANÇAIS

Autre préjugé que l'on commence à trouver dans les réactions faussement étonnées des politiciens français — courtoisement relayées par la presse : l'idée que la France, ne disposant pas de budgets équivalents à ceux de la toute-puissante National Security Agency, ne pourrait pas se doter d'un tel programme. Cette idée est à la fois fausse et trompeuse.

La France, en effet, ne peut pas et ne pourra jamais se doter d'un programme tel que Prism, et ce aussi bien pour des raisons techniques et économiques que juridiques. La France ne dispose pas sur son territoire d'acteurs tels que Microsoft, Apple, Facebook ou Google sur lesquels elle pourrait faire pression afin d'obtenir des informations, mais elle dispose néanmoins d'opérateurs Internet puissants, et siège même au conseil d'administration de certains d'entre eux. Par ailleurs, elle n'a pas d'équivalent du *patriot act* qui lui permettrait de mettre en place une telle démarche dans un cadre légal... en tout cas pas sur son territoire. Nous le verrons par la suite, la nuance est d'importance.

La France dispose toutefois d'une industrie des infrastructures réseau parmi les plus performantes au monde, et est à l'origine de l'une des technologies centrales dans la surveillance de masse des

AMIRA YAHYAOUI

Internet et la révolution tunisienne

J'ai été parmi les premières à avoir utilisé Internet en Tunisie. À la fin des années quatre-vingt-dix, ma mère, professeur d'informatique, me faisait sécher les cours pour aller «voir» Internet «venir» en Tunisie. Professeurs et enfants, nous avons écouté ensemble le premier son de retentissement du modem qui se connecte. Nous étions sur Internet.

Mon frère, petit génie des nouvelles technologies, a été le premier de la salle de cours à réussir à «ouvrir» Internet. Moi, une heure plus tard, j'ai réussi à «ouvrir» le tchat. Avec lui, nous avons passé des nuits entières à imaginer ces personnes qui-parlent-anglais qui nous avaient dit «*Hi*». Nous étions encore à l'école primaire et nous ne parlions pas un mot d'anglais.

La Tunisie et Internet ont une assez longue histoire commune. En effet, la Tunisie a été le premier pays arabe et africain à se connecter à la Toile, et ce dès 1991. Selon l'ATI (l'Agence tunisienne d'Internet), le premier accès du grand public remonte, lui, à mai 2000.

Cette volonté de «connecter les Tunisiens», de les faire entrer dans la modernité, n'échappait pas à un certain calcul politique : en effet, l'apparente modernité du pays était la raison principale de la tolérance des démocraties occidentales vis-à-vis des exactions du régime de Ben Ali. Et la démocratisation de l'accès à Internet allait devenir un argument phare de cette modernisation.

Mais le régime de Ben Ali, conscient du risque évident que les Tunisiens puissent trouver *via* Internet une échappatoire à la chape dictatoriale qui pesait sur le pays, n'a pas omis de prendre certaines précautions, à titre préventif. En effet, afin d'empêcher qu'Internet devienne un espace d'expression et de contestation, Ben Ali, que Reporters sans frontières qualifiera très vite «d'ennemi d'Internet», procéda, dès les premiers jours d'ouverture de l'accès à Internet au grand public, à la censure de certains sites d'ONG internationales.

Malgré cela, l'utilisation d'Internet pour protester contre le régime a commencé dès le début de son ouverture au grand public.

L'opposition et la société civile tunisiennes se montreront ensuite leaders dans le monde arabe en matière d'organisation et d'utilisation d'Internet. Mais l'impact de cette mobilisation semblera modéré comparé à celui que l'on connaîtra au moment de la révolution, en janvier 2011.

En effet, la démocratisation de l'accès à Internet que le régime a opérée *via* les publijets notamment va finir par se retourner contre lui. Selon les statistiques de l'Union internationale des télécommunications, si les Tunisiens n'étaient que 4,3 % à être connectés à Internet en 2001, ils étaient 39,10 % à l'être en 2011. La Tunisie dénombre aujourd'hui 4,4 millions de personnes connectées sur un total 10,8 millions. Et il faut noter que, sur ces 4,4 millions de Tunisiens, 3,4 disposent d'un compte Facebook, ce qui, à n'en pas douter, explique en partie le rôle qu'a eu ce site lors de la révolution tunisienne.

Les révolutions arabes commencées en Tunisie ont posé la question du rôle et de l'impact politiques d'Internet sur nos sociétés. Aujourd'hui, un *tweet* malheureux de la première dame de France a défini à jamais sa personnalité. De même, aux États-Unis, l'équipe tech du président américain Barack Obama a réussi à lever plus de la moitié du budget de sa campagne *via* les réseaux sociaux.

Dans le cas tunisien, Gil Scott-Heron a eu raison : *The Revolution will not be televised*¹. Je l'ai vécu moi-même pendant les longues journées de répression de l'hiver 2010. Mes amis sur le terrain qui se battaient contre la répression policière m'envoyaient des photos et des vidéos des martyrs tombés sous les balles du régime. Mon rôle était très simple : relayer l'information et faire en sorte que le monde soit au courant que la Tunisie n'est pas juste un pays où l'on peut bronzer bêtement, c'est aussi un pays qui aspire à la démocratie.

Pendant des jours et des jours, j'ai harcelé les médias sans succès. La veille de Noël, une amie à la rédaction du 20h de France 2 me demande de l'aider en infos pour un sujet sur la Tunisie. Ça devait être le premier, nous avons gagné. A 20h, surprise ! Rien dans le journal sur la Tunisie. J'envoie un message à cette amie qui me répond que son sujet est passé à la trappe parce que, en réunion de rédaction, on a décidé que « c'était Noël », que « les gens avaient envie de voir des

1. *La Révolution ne sera pas télévisée*. Il s'agit du titre d'un poème qui deviendra chanson de l'américain Gil Scott-Heron (1949-2011).

sujets sur la neige et les embouteillages» et puis surtout «il n’y avait pas assez de morts». En effet, il n’y en avait «que» quatre.

Bref, *the revolution will not be televised*, alors elle doit être *broadcasted*².

Chaque moment de l’Histoire a son mythe. Dans notre cas, le mythe a été le rôle des blogueurs dans la révolution. Deux ans après, on continue à me présenter comme blogueuse. Pourtant, dans ma vie d’une dizaine d’années d’activisme sur, avec et pour le Net, je n’ai dû écrire qu’une dizaine d’articles. Pas plus. Rien ne m’est aussi insupportable que d’écrire ; pourtant, c’est la définition même du blogueur.

Autant le rôle des blogueurs dans les révolutions arabes est discutable, autant celui d’Internet est certain. Dans des pays où les médias étaient muselés, où l’expression était un crime, Internet s’est imposé tout naturellement comme le premier espace d’expression et de partage. Après les vidéos sanglantes de l’hôpital de Kasserine au début de janvier 2011, aucun Tunisien ne pouvait prétendre méconnaître l’atrocité des exactions de Ben Ali.

Le 13 janvier 2011, l’appel à manifester sur l’avenue Bourguiba qui a conduit à la chute du régime le lendemain a réussi à mobiliser autant de personnes parce qu’il a été partagé très largement sur Twitter et Facebook. Personne pouvait prétendre ne pas l’avoir vu.

Aujourd’hui, Internet est devenu l’espace de débat politique par excellence, l’une des premières sources d’information du citoyen. Un statut Facebook a autant d’impact qu’une déclaration télévisée. Les politiques l’ont compris à leurs dépens. Internet est aussi cet espace où rien ne se cache, où la durée de vie d’un mensonge se compte en heures. Internet est un outil dur pour les politiques, il a la magie de les obliger à plus d’humilité et à pousser les citoyens à plus d’arrogance.

AMIRA YAHYAOUI

2. C’est-à-dire diffusée sur les réseaux sociaux par le biais de vidéos [NDÉ].

III

Entre tyrannie des marchés et défiance des élections. La démocratie peut-elle se réinventer ?

Guillaume LE BLANC

Raimundo VIEJO VIÑAS

Panagiotis GRIGORIOU

Ziad MAJED

GUILLAUME LE BLANC

Le réenchantement de la politique comme rempart à l'essoufflement démocratique

La cité est-elle en danger ? De mon point de vue, la cité a toujours été en danger. En tout cas si l'on est d'accord pour définir la cité comme une émergence de valeurs du commun, du vivre-ensemble. Il y a en effet toujours eu des risques que certains s'arrogent le droit, le pouvoir de confisquer ce commun qui appartient à tous. Le thème, l'idée de la cité, est donc toujours fragile.

C'est de là, me semble-t-il, qu'il faut partir pour arriver à aujourd'hui et se demander quel est, au fond, le danger qui nous guette dans notre expérience actuelle de la cité démocratique. Ce danger réside précisément dans le fait que cette notion de commun risque toujours d'être confisquée par certains ; or il est vrai que la cité tend de plus en plus à être une cité d'inégalités, une cité dans laquelle les puissances financières nivellent et annulent toutes les possibilités de vie un peu alternative.

Je dirais que la grande question est aujourd'hui d'arriver à mettre en rapport le « droit de cité » — chacun d'entre nous a un droit de cité qu'il a à revendiquer — et le « droit à la cité ».

Le droit à la cité, c'est la possibilité d'accéder à des services offerts par la cité, des services publics qui répondent à des formes de mutualité, de gratuité. Et si le droit de cité n'est pas lié au droit à la cité, le risque est encore plus grand de confiscation du droit à la cité. Or on en est là aujourd'hui, car beaucoup voudraient que certaines vies soient moins visibles dans la cité, soient de plus en plus éloignées vers les périphéries, voire hors des périphéries.

Contre cette relégation, il nous faut revendiquer que la cité est toujours un espace du commun où toutes les vies sont amenées à vivre ensemble ; et cet « ensemble » ne peut exister que s'il y a des services publics qui le soutiennent.

Autour de cette même question de la cité en danger, j'ai dirigé récemment, en collaboration avec Françoise Brugère, un ouvrage collectif intitulé *Dictionnaire politique à l'usage des gouvernés*¹ dans

lequel les bouleversements politiques d'aujourd'hui sont passés au crible de la philosophie critique contemporaine. Les articles portant sur les notions de « vote » et de « manifestation », respectivement écrits par Fabienne Brugère et moi-même, peuvent apporter ici un éclairage très intéressant.

VOTE ET PARTICIPATION

78

Je crois que nous assistons actuellement, et déjà même depuis quelque temps, à une dramatisation de la question du vote. Autant il est important de voter, même si les raisons avancées pour encourager les gens à aller voter sont bien souvent des raisons moralisatrices, autant le divorce semble très avancé entre la notion de gouvernant et la notion de représentant. Je m'explique : je vote pour des hommes et des femmes politiques qui sont censés me représenter et, en même temps, le vote que je produis est de plus en plus un vote minimal, de moins en moins un vote de confiance ; par ce fait, le vote institue un minimum de légitimité démocratique pour celui qui va ensuite gouverner. Pas plus. Tout se passe comme si voter c'était accepter d'être gouverné par quelqu'un tout en refusant que ce gouvernant soit notre représentant. Il n'y a pas d'adhésion et ce divorce entre être gouverné et être représenté (certes je suis gouverné mais ce n'est pas pour autant que je suis correctement représenté par celui qui me gouverne) est un divorce fondamental qui repose sur deux choses : 1) sur une base de méfiance à l'égard du politique au sens large, mais aussi 2) sur ce que de nouvelles expérimentations de la politique rouvrent la question de l'espérance politique.

Je ne mettrai donc pas tout sur le dos d'une crise « politique » au sens large du terme dans la mesure où nous assistons, semble-t-il, à un « réenchantement » de certaines formes politiques : celle du travail quotidien mené dans les associations, celle des logiques de manifestation, celle des logiques de participation au sens large à la cité.

Or dans « droit de cité » et « droit à la cité », il y a, sous-jacente, cette idée fondamentale qu'un citoyen est amené à participer à la cité. Cet élément de participation est fondamental ; c'est lui qui relance l'espérance politique sur des bases autres que la simple logique du vote — qui, bien qu'importante, aboutit, elle, à une logique de gouvernement.

RAIMUNDO VIEJO VIÑAS

La Méditerranée et l'Europe : la scission constituante et le cas espagnol

Une vague de mobilisations secoue la planète : de la place Tahrir (Le Caire) à la Puerta del Sol (Madrid), de Zuccotti Park (New York) à la place Syntagma (Athènes), les agoras improvisées du monde expérimentent à nouveau la puissance du pouvoir constituant, la scission croissante entre corps social et ordre néo-libéral qui ouvre à l'antagonisme l'horizon de la politique. Les régimes politiques des pays atteints par cette vague — dont certains opèrent selon les règles de la démocratie néo-libérale — ont été débordés par une multitude qui revendique la pleine démocratisation de la politique.

Au-delà des formes institutionnelles concrètes qui émergeront *in fine* de la succession d'événements propres à chacun de ces pays, ce qu'il s'agit de résoudre dans cette vague est un contentieux au sujet des limites même de la politique, de son extension, de la forme de son agencement, ainsi qu'une série de questions dont dépend, en dernier lieu, la vie démocratique. Tout compte fait, la crise actuelle de la politique n'est autre que celle qui s'ouvre entre l'automatisme et la possibilité de décision, entre la gouvernance technocratique au service des marchés et la politique de la plénitude démocratique. Jusqu'où ira la capacité à décider et jusqu'où ira l'obéissance à l'automatisme de la « main invisible » ? Jusqu'où le pouvoir (*kratos*) du corps social (*demos*) devra-t-il soumettre la portée de ses décisions à l'hétéronomie du marché (la « main invisible ») ?

Dès ses premiers déroulements dans les années soixante-dix, l'idéologie néo-libérale visait un problème que le dossier de la Commission trilatérale, publié en 1975, synthétisait avec clarté : « excès de démocratie ». Tel était, à l'époque, le problème des démocraties. À cette période-là, le gouvernement démocratique était consolidé en Europe occidentale et avançait en Europe méridionale avec la crise et la fin de la dictature des colonels en Grèce, du salazarisme au Portugal, du franquisme en Espagne. Pour la Commission trilatérale, le gouvernement démocratique ne présentait qu'un intérêt

instrumental. On ne l'abordait pas d'un autre point de vue que rationnel, et à une fin unique : le maintien de l'ordre et l'extraction d'une légitimité suffisante pour avancer vers une direction globale intégrée, ceci afin de mener à bien son projet néo-libéral.

La vague de mobilisations qui se déployait depuis les années soixante effrayait les élites globales à cause de ses éventuels effets sur une sphère économique dans laquelle s'étaient déjà brisées, de fait, les règles du jeu consensuelles de l'après-Seconde Guerre mondiale. La cassure du système monétaire conçu à Bretton Woods, les débuts de la dérégularisation financière et l'émergence du « capitalisme de casino » semblaient menacés par l'irruption d'une série de nouveaux « rôles principaux » difficilement réductibles à la démocratie libérale. Toute une constellation de sujets — de classe, genre, race, etc. — refusaient la discipline, l'assujettissement à divers dispositifs institutionnels, s'auto-subjectivant, débordant maintes fois les limites constitutionnelles avec leurs demandes de droits jusqu'alors non reconnus.

Dans un scénario global marqué par la guerre froide, l'Europe méditerranéenne se transforma alors en un axe double des fractures Est-Ouest et Nord-Sud, axe selon lequel fut résolu un premier élargissement méridional de l'espace économique européen suivi d'un deuxième, bien plus important, résultant de la chute du mur de Berlin en 1989. Ce fut alors, après ce second élargissement, la signature du traité de Maastricht et l'instauration forcée de l'Union européenne qui résulta de l'échec du « Traité établissant une Constitution pour l'Europe » (TCE) que s'élaborèrent les conditions de possibilité de la crise actuelle et de la vague de mobilisations qui en a découlé.

GÉNÉALOGIE D'UNE SCISSION CONSTITUANTE

Le 15 février 2003, malgré l'organisation de la plus grande manifestation à l'échelle planétaire jamais connue pour une cause globale, il fût impossible d'éviter la guerre en Iraq. Le déclin de la vague de mobilisations commença alors. Connu sous les noms d'« antiglobalisation » ou d'« altermondialisme », ce mouvement s'était forgé « à petit feu » entre la déclaration de la *Selva Lacandona* (1994) et la bataille de Seattle (1999). À ces débuts, une mutation du répertoire d'action collective antagoniste avait eu lieu, qui avait culminé lors des autres contre-sommets transnationaux de Seattle, Prague, Genève, etc., et les forums sociaux de Porto Alegre, Mumbai, etc. Ces pratiques activistes avaient, tout comme d'autres, trouvé un véritable soutien

matériel dans les nouvelles technologies qui, à l'époque, se popularisaient progressivement : sites web, téléphones portables, listes de courriels, etc.

Malgré tout, au moment de la manifestation globale du 15 février 2003 (15-F), le potentiel mobilisateur du répertoire des contre-sommets et des forums sociaux était déjà épuisé. Mouvement « réactif », peut-être trop dépendant de ce que faisaient les destinataires de ses protestations (les contre-sommets avaient besoin de sommets) et trop facilement sollicité par les professionnels de la politique représentative (les forums sociaux bientôt transformés en défilés gauche caviar), l'altermondialisme n'arriva pas à franchir la décennie sans perdre de sa consistance et commencer son implosion. Pour comprendre la manière dont agit actuellement le lien entre global et local et entre dé-territorialisation et re-territorialisation, il ne faut pas perdre de vue les enjeux des continuités et discontinuités qui relie la vague altermondialiste à la vague actuelle.

En effet, devant l'ambivalence de la journée du 15-F, la mobilisation entra dans une phase de crise tandis que s'émuossait la participation aux convocations altermondialistes de contre-sommets, de forums et autres. Cependant, une phase d'expérimentation et de ré-assemblage répertorié se forgeait petit à petit, en parallèle, et qui finit par aboutir à l'actuelle vague de mobilisations caractérisées par l'occupation des espaces publics, les *flashmobs*, etc.

Cela dit, il est important de signaler que, contrairement aux politiques des élites et des partis, la politique des mouvements n'a jamais agi dans un flux constant et harmonieux, en accord avec le déploiement d'un *telos* quelconque, mais plutôt à grands sauts, de façon convulsée, par éclatements, césures et cycles de mobilisations ponctuelles qui, même présentés médiatiquement en tant que phénomènes isolés, sont connectés et projetés dans la réalité de façon insoupçonnée et souterraine par le biais de ce « fil rouge de l'Histoire » ; un fil multicolore en somme : rouge, sans doute, mais aussi vert écologiste, violet féministe, blanc pacifiste, etc.

RUPTURE GÉNÉRATIONNELLE ET DIGNITÉ

Si l'on souhaite retracer la série d'événements qui, depuis quelques années, secouent à nouveau la planète dans le cadre d'une nouvelle vague globale, il nous faut remonter à la révolte, inattendue et inconnue, des banlieues de 2005 ; c'est là, dans cette révolte, que peut se

PANAGIOTIS GRIGORIOU
La crise grecque 2010-2013 :
tyrannie des marchés et « méta-démocratie »

LE CADRE « MÉTA-DÉMOCRATIQUE »

Depuis 2010, la Grèce a basculé dans un régime politique nouveau et pour tout dire « novateur ». Certaines formes, plus exactement les formes fantomatiques des institutions démocratiques, ont été pour l'instant conservées, sauf qu'elles sont vidées de leurs prérogatives. Et d'abord la Constitution, dont l'esprit et la lettre ont été à maintes reprises outragés par le Mémorandum signé entre la Troïka et le « gouvernement grec » ; ce nouveau « cadre politique perpétuel » qui, depuis, n'a de cesse de bafouer la légalité constitutionnelle.

Tout commence en mai 2010. Le Fonds monétaire international, l'Union européenne et la Banque centrale européenne font irruption dans la vie quotidienne en Grèce. La « Troïka » était formée, qui mit le pays sous sa tutelle. La société grecque est alors entrée dans une nouvelle historicité dont elle n'imaginait pas les contours. Les existences, les comportements, individuels et collectifs, tout le corps social en ont été profondément modifiés, à l'instar du régime politique du pays.

La « stratégie du choc¹ », vécue et pratiquée, ne laissera plus aucun répit à la population. Multirisque pour pratiquement l'ensemble de la société et pour sa cohésion, multidimensionnelle par sa conception, cette stratégie s'apparente effectivement à un « choc total », introduisant un régime politique aux antipodes de celui de la démocratie de type occidental qui déjà, notons-le, n'était pas tout à fait celui de la Grèce contemporaine.

Car, à ces considérations préliminaires, il convient d'en ajouter une autre, à nos yeux fondamentale bien que sous-jacente, concernant les mécanismes intervenant dans la construction du fait politique (dont les pratiques de la démocratie), et ceci bien entendu, dans sa dimension historique et culturelle. En somme, le nouveau régime politique est déjà une variante encore non stabilisée de méta-démocratie avant de prendre, ceci est à craindre, la forme d'une dictature moins

soucieuse des apparences. C'est sans doute aussi parce que le temps de crise a imposé une fragmentation sociétale poussée à l'extrême et instrumentalisée, rendant par la même occasion toute tentative de résistance extrêmement fragile et surtout complexe à mettre en œuvre.

Notons enfin, qu'en même temps, une part significative du tissu économique du pays est progressivement détruite par les politiques d'austérité dont le tempo et le contenu sont depuis rythmés par les Mémoires I, II et III accompagnant le traité du Nouvel Emprunt², initialement signé entre la Grèce et la Troïka et ratifié par le Parlement grec le 6 mai 2010, avec 157 voix sur 300.

Le Mémoire, texte accompagnant le traité entre la Grèce et ses créanciers, après avoir été une entité immatérielle et invisible, s'est rapidement concrétisé par des mesures drastiques qui ont conduit à une dégradation des conditions de vie, des liens sociaux, des imaginaires et du rapport au temps. Les données statistiques officielles (Elstat) font par exemple état d'une diminution cumulée du PIB de 20 % depuis 2010, prévoyant par ailleurs une chute de 7 % pour l'année 2013. C'est bien plus que la chute de 20 % du PIB de l'Argentine, au plus bas de sa descente aux enfers. Au même moment, le chômage officiel touche pratiquement 30 % de la population active (8 % en 2009), le taux de chômage chez les jeunes atteint actuellement, en mai 2013, les 64 % ; tandis que plus d'un tiers de la population grecque doit composer (et se décomposer) avec (et par) la pauvreté et le spectre de la famine. Plus d'un tiers encore des petites et moyennes entreprises ont déjà fait faillite. On estimait par ailleurs, en octobre 2012, à plus de 200 000 par jour le nombre de repas distribués par les associations d'aide d'urgence sur l'ensemble du pays. Le système de santé, quant à lui, s'effondre « tout simplement » : les patients souffrant de certaines pathologies chroniques comme le cancer ne peuvent plus supporter le coût des traitements, désormais à leur charge, et sont condamnés à interrompre leur thérapie.

Pour finir, le PIB de la Grèce a reculé de 5,3 % en rythme annuel au premier trimestre de 2013, d'après une estimation publiée le 15 mai (2013) par Eurostat, subissant sa sixième année consécutive de

1. KLEIN, Naomi, *La Stratégie du choc, La Montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud, 2008.

2. Le Mémoire II a été ratifié en février 2012, et le Mémoire III en octobre de la même année. Des mesures annoncées par le gouvernement grec et la Troïka en mars 2013 ont été désignées par une partie de la presse comme « inaugurant un quatrième Mémoire ».

ZIAD MAJED

Syrie : où est passée la solidarité internationale ?

Depuis le début de la révolution syrienne en mars 2011, et malgré la couverture médiatique française et internationale des atrocités faites au peuple syrien par le régime al-Assad, il est toujours étonnant de constater le peu d'initiatives de solidarité de la société civile avec les Syriens, et le silence de la grande majorité des intellectuels et artistes français et occidentaux qui ont souvent été des « avant-gardistes » dans le soutien aux révolutions et aux causes de liberté à travers le monde.

Comment expliquer cette inertie, voire ce manque d'intérêt pour ce qui se passe en Syrie ? Il est possible de lister cinq éléments d'analyse pour tenter de comprendre cette posture.

Le premier élément est lié à une perplexité voire une paralysie face à ce que beaucoup appellent la complexité du « Moyen-Orient ». Une région attestant de conflits et d'enjeux depuis des décennies et un bastion de « l'islam politique » qui inquiète et suscite peu de sympathie. Cet imaginaire peuplé de clichés et de généralisations offre une image réductrice et masque la réalité de la vie de millions de femmes et d'hommes, de leurs luttes au quotidien, et de leurs véritables aspirations qui ont mené aux soulèvements contre le despotisme ces deux dernières années. Cette trame ancrée dans les esprits conforte une certaine tendance culturaliste dont peu arrivent à se défaire.

CULTURALISME

C'est ici le deuxième élément d'analyse, à savoir que les « populations de cette région du Sud et du Sud-Est méditerranéens » habituées aux conflits le sont également à la violence. Ces révolutions ne sont donc qu'un nouveau conflit, s'ajoutant à d'autres, qu'il est préférable de tuer dans l'œuf. De cette logique découlent deux idées récurrentes sur les sociétés arabes : d'une part, elles ne sont pas prêtes pour la démocratie, et d'autre part il faut s'opposer à « importer » la démocratie chez elles. Sous le prétexte fallacieux du respect de la diversité des cultures, la démocratie devient un concept breveté de l'Occident dont l'usage

est mis en doute ailleurs. Les aspirations démocratiques dans le monde arabe ne seraient donc que des lubies agitées par des minorités politiques ou par des courants manipulés par l'extérieur.

Le troisième élément s'inscrit également dans cette même logique. La victoire des Frères musulmans aux élections tunisiennes et égyptiennes remplaçant les régimes déchus n'a fait que renforcer la peur et alimenter des relents islamophobes caricaturaux. Très peu tiennent compte du fait que les transitions politiques post-dictatures ne se font pas du jour au lendemain sans accroc et que la victoire des mieux organisés et financés, et surtout les plus opprimés sous les dictatures déchues (ici les islamistes), est une conséquence de décennies de bâillonnement. Très peu misent sur le fait que la libération de la parole et la construction progressive d'institutions politiques soient une promesse de respect des choix des majorités (quelles qu'elles soient). Pour aller plus loin, combien seraient prêts à considérer dans le futur que les citoyens arabes ayant brisé le tabou de la peur seront de plus en plus en mesure de juger leurs élus sur la base de programmes politiques et les sanctionner si leurs engagements n'étaient pas tenus¹ ?

GAUCHE PAVLOVIENNE

Le quatrième élément affectant la mobilisation en France, comme en Europe, a une dimension idéologique marquée par l'endoctrinement persistant d'une certaine gauche « anti-impérialiste ». Ainsi, après l'enthousiasme qui a accompagné le début des révolutions tunisienne et égyptienne (contre deux régimes considérés pro-occidentaux), la militarisation de la révolution en Libye suite à la répression du régime Kadhafi, puis l'intervention militaire onusienne à travers les forces de l'Otan ont changé la configuration de ce que l'on appelait déjà le « Printemps arabe ».

Très vite, les débats habituels concernant les complots impérialistes, les enjeux économiques et le pétrole se sont imposés. Une vision apocalyptique des révolutions a émergé dépeignant une alliance entre un Occident guidé par ses seuls intérêts stratégiques et les forces obscurantistes de la région dites tantôt salafistes tantôt jihadistes, tantôt les deux ensemble.

1. Les récents développements en Égypte (depuis le 30 juin 2013) sont une preuve de la capacité des citoyens à se mobiliser contre tout pouvoir, même si l'intervention de l'armée menace le processus politique démocratique.

PANAGIOTIS GRIGORIOU

Anthropologue et historien d'origine grecque, Panagiotis Grigoriou, a effectué ses premières enquêtes de terrain en mer Égée. Historien des mentalités en guerre dans les Balkans (1912-1923), il a valorisé des sources directes, comme les écrits du front. Il a aussi porté un regard d'historien et d'ethnologue sur l'actualité française, comme correspondant en France de la revue *Némésis* (1999-2008). Installé en Grèce depuis 2008, il poursuit son « observation participante » à travers son blog sur le quotidien de la crise (www.greek-crisis.gr ou www.greekcrisisnow.blogspot.com). Il a enfin contribué (2011-2012) au scénario et à la réalisation du film documentaire d'Ana Dumitrscu, *Khaos, Human Faces of the Greek Crisis*, sorti en salles le 10 octobre 2012.

Il a notamment publié en langue française : *Le Cheval des Troïkans, Chronique de la crise grecque 2010-2012* (Paris, Fayard, 2012). Et de nombreux articles, dont : « La Grèce a subi un putsch de la bancocratie » (*Marianne*, 10 février 2012) ; « Le refus des médias par les citoyens, feux croisés entre la France et la Grèce » (*Tsantiri*, 11 février 2011, www.tsantiri.gr) ; « Lorsque la chorégraphie de la mondialisation fut décrétée » (*Tsantiri*, 7 février 2011, www.tsantiri.gr).

AHMET INSEL

Né en 1955 à Istanbul, Ahmet Insel est économiste, politologue et professeur à l'Université Galatasaray d'Istanbul. Il en dirige le département d'économie depuis 2007. Auparavant, il a été maître de conférences, directeur du département d'économie et vice-président à l'université Paris-I. Ahmet Insel est l'un des membres fondateurs de la maison d'édition progressiste turque *İletişim* et chroniqueur au quotidien *Radikal*. Il collabore avec le mensuel *Birikim*, une publication marxiste indépendante paraissant depuis 1975, qui représente depuis sa reparation en 1989 la réflexion de la gauche intellectuelle de Turquie sur des questions sociopolitiques.

Il a notamment publié, en français et en anglais : *Almanac Turkey : Security Sector and Democratic Oversight* (co-écrit avec Ali Bayramolu, Istanbul, Éditions Tesev, 2009) ; *Dialogue sur le tabou arménien* (co-écrit avec Michel Marian, Liana Levi, 2009) ; *La Turquie et le Développement* (dir., L'Harmattan et Université de Galatasaray, 2003) ; *La Turquie et l'Europe, Une relation tumultueuse* (dir., Paris, L'Harmattan, 1999) ; *La Turquie entre l'ordre et le développement* (Paris, L'Harmattan, 1984).

GUILLAUME LE BLANC

Philosophe et écrivain, Guillaume Le Blanc est professeur de philosophie à l'université Michel-de-Montaigne, Bordeaux III et membre du comité de la rédaction des revues *Esprit* et *Le Passant Ordinaire*. Spécialiste du philosophe Canguilhem, il lui a consacré sa thèse ainsi que deux ouvrages parus aux Presses universitaires de France : *La Vie humaine, Anthropologie et biologie chez Georges Canguilhem* (2002) et *Canguilhem et les normes* (2008). Philosophe de la critique sociale, il s'intéresse aux questions que soulève le monde contemporain en termes de normalité, d'exclusion, de précarité, de vulnérabilité. Il a été l'invité de ces 19^e Rencontres d'Averroès notamment pour sa co-direction, avec la philosophe Fabienne Brugère, du *Dictionnaire politique à l'usage des gouvernés* (Paris, Bayard, 2012).

Il a également publié : *Courir, Méditation physique* (Paris, Flammarion, 2012) ; *Que faire de notre vulnérabilité ?* (Paris, Bayard, 2011) ; *Dedans, dehors : La Condition d'étranger* (Paris, Seuil, « La Couleur des idées », 2010) ; *Vies ordinaires, vies précaires* (Paris, Seuil, 2007) ; *La Pensée Foucault* (Paris, Ellipses, 2006) ; *L'Esprit des sciences humaines* (Paris, Vrin, 2005) ; *Les Maladies de l'homme normal* (Paris, Le Passant Ordinaire, 2004).

ZIAD MAJED

Chercheur et politologue libanais, Ziad Majed est l'auteur d'articles et d'études sur les réformes, les transitions démocratiques, les élections, la société civile et la citoyenneté au Liban, en Syrie et dans le monde arabe. En 2007, il a fondé avec des chercheurs du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Yémen et du Bahreïn un réseau pour les études sur la démocratie (ANSD) qui publie une lettre de liaison quotidienne. En 2009, il est devenu éditorialiste du journal électronique *Now Lebanon*. Enfin, il tient chaque semaine depuis avril 2011 une chronique dans *Mediapart* avec Nadia Aïssaoui, sur la révolution syrienne et l'évolution des mouvements dans les pays arabes. Ziad Majed réside actuellement en France où il enseigne la science politique et les études du Moyen-Orient contemporain à l'Université américaine de Paris. Il se rend au Liban régulièrement pour organiser ou participer à des manifestations politiques et culturelles. Il a coécrit le texte publié dans cet ouvrage avec la sociologue algérienne Nadia Aïssaoui.

Il a notamment publié : *Le Printemps de Beyrouth et l'État inachevé* (Beyrouth, Éditions Dar Annahar, 2006 - en arabe). Il a contribué à de nombreux ouvrages collectifs sur les partis politiques, les systèmes électoraux et la participation des femmes en Égypte, en Jordanie et au Yémen (Stockholm, Éditions Idea, 2006 - en anglais), et sur l'Europe et le monde arabe (Berlin, Éditions Bertelsmann, 2011 - en anglais et en arabe).

PILAR MARTÍNEZ-VASSEUR

Pilar Martínez-Vasseur est professeur à l'Université de Nantes où elle enseigne l'histoire et la civilisation de l'Espagne contemporaine, et membre du Crini (Centre de recherche sur les identités nationales et l'interculturalité). Parallèlement à ses recherches sur l'armée espagnole, elle s'est consacrée à l'étude de l'histoire culturelle de l'Espagne (essentiellement le cinéma), des questions identitaires en Espagne et des rapports entre les nationalismes et l'armée espagnole au cours des XIX^e, XX^e et XXI^e siècles, ainsi qu'aux questions de genre et de parité en Espagne. Elle dirige depuis 1990 le Festival de cinéma espagnol de Nantes auquel fut décerné en 2007 le Prix des Arts et des Sciences cinématographiques de l'Espagne.

Elle a notamment publié : « Les combats pour le droit des femmes en Espagne (1931-1936) », in Florence Belmonte (dir.), *Femmes et démocratie en Espagne* (Paris, Ellipses, 2007) ; *La Guerre civile espagnole, Du réel au légendaire* (Nantes, éditions Crini, 2006) ; *La Question nationale en Espagne* (Nantes, éditions Crini, 2006).

ANDREA MUBI BRIGHENTI

Professeur de théorie sociale au Département de sociologie et recherche sociale de l'Université de Trente, Italie. Il enseigne aussi la sociologie de la communication et les rapports espace/culture. Sa démarche est à la fois théorique (théorie sociologique) et empirique (ethnographie, recherche qualitative), et porte sur les phénomènes socio-spatiaux et sur les transformations de l'interaction sociale dans les environnements urbains. Il s'intéresse aussi à l'impact des nouveaux médias sur l'espace public. Andrea Mubi Brighenti a fondé et dirige la revue indépendante en ligne *Lo Squaderno* (éditions Professionaldreamers), et est actuellement co-directeur de la revue *Etnografia e Ricerca Qualitativa* (éditions Il Mulino). Enfin, il coordonne le groupe de recherche « On Walls » pour l'étude de la vie sociale des murs.

Il a notamment publié : *Uma Cidade de Imagens* (avec Ricardo Campos - éditions Mundos Sociais, 2012) ; *Visibility in Social Theory and Social Research* (Londres, Palgrave Macmillan, 2010) ; *Artveillance : At the Crossroad of Art and Surveillance* (Surveillance & Society, vol. 7, n° 2, 2010) ; *Territori migranti - Ombre Corte*, 2009) ; *Le Mur et la Ville* (coord., éditions Professionaldreamers, 2009). Ainsi que de nombreux articles parus dans des revues internationales.

RAIMUNDO VIEJO VIÑAS

Travaille actuellement en tant qu'éditeur chez Artefaktes (www.artefaktes.com). Il est également professeur associé à l'université de Gérone, en théories du nationalisme ; mouvements sociaux et politiques alternatives ; politique comparée. Ces dernières années, ses principales lignes de recherche se sont inscrites dans les mouvements sociaux, les identités collectives (en particulier les nationalismes) et les processus de changement de régime, notamment dans sa thèse doctorale. Plus récemment, son intérêt de chercheur s'est porté plutôt vers la théorie politique, sans pour autant oublier l'étude de l'action collective. Il a récemment contribué à diverses publications au sujet du 15-M et de la politique de mouvance en Espagne. Régulièrement, il écrit pour des journaux et publications tels que *Público*, *Diagonal* et *Directa*, et réalise des collaborations ponctuelles avec divers *think tanks*. Enfin, il a œuvré pendant des années comme militant activiste dans différents mouvements sociaux.

Il a publié : *La Dansa de Medusa* (La Danse de Méduse, Barcelone, Éditions El Tangram, 2012).

AMIRA YAHYAOUÏ

Originnaire de Tataouine en Tunisie, Amira Yahyaoui s'engage depuis plusieurs années pour les libertés fondamentales et milite en particulier pour la liberté d'expression et contre la censure. Connue pour son cyber-activisme, elle combat pour plus de transparence et de démocratie en Tunisie. Suite à la révolution tunisienne, elle a créé notamment l'ONG « Al Bawsala », qu'elle préside, et le site Internet sur l'Assemblée constituante, marsad.tn. Enfin, elle était en tête de la liste indépendante Sawt Mostakel pour les Tunisiens en France, durant la campagne législative. En 2012, Amira Yahyaoui a reçu le Global Trailblazer Award de l'ONG « Vital Voices », récompensant les « femmes leaders » reconnues pour leur travail en faveur de la démocratie, de la croissance économique et de la protection des droits de l'homme. Enfin, elle a été désignée première Tunisienne et première femme maghrébine la plus influente au monde, selon le classement du magazine *Arabian Business*.

Table

THIERRY FABRE La Cité en danger ? Dictature, transparence et démocratie	7
I Entre dictature et démocratie. Fin de l'histoire ou d'une histoire ?	13
AHMET INSEL Turquie : l'autoritarisme démocratique au cœur de la République	15
PILAR MARTÍNEZ-VASSEUR L'Espagne, entre dictature et démocratie : une transition exemplaire ?	25
ANGELO D'ORSI Adieu à la démocratie ?	33
II Entre renaissance citoyenne et transparence politique. Révolution numérique ou contrôle des libertés ?	43
ANDREA MUBI BRIGHENTI La démocratie à l'heure des visibilitées hiérarchisées	45
MILAD DOUEIHI La mobilité comme horizon démocratique	51
FABRICE EPELBOIN Prism : le monde ouvre les yeux sur la société de la surveillance	57
AMIRA YAHYAOUÏ Internet et la révolution tunisienne	71

III		
	Entre tyrannie des marchés et défiance des élections. La démocratie peut-elle se réinventer ?	75
	GUILLAUME LE BLANC	
	Le réenchantement de la politique comme rempart à l'essoufflement démocratique	77
122	RAIMUNDO VIEJO VIÑAS	
	La Méditerranée et l'Europe : la scission constituante et le cas espagnol	85
	PANAGIOTIS GRIGORIOU	
	La crise grecque 2010-2013 : tyrannie des marchés et « méta-démocratie »	95
	ZIAD MAJED	
	Syrie : où est passée la solidarité internationale ?	109

Les Rencontres d'Averroès

Atour d'Averroès, l'héritage andalou

1^{res} Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 144 p., bibliographies, 2003.

Textes de Mohammed Abed al-Jabiri, Mikel De Epalza, Thierry Fabre, Maurice-Ruben Hayoun, Robert Ilbert, Alain de Libéra, Françoise Micheau, Jean Reynal, Elias Sanbar, Mohamed Talbi, Émile Temime, Haïm Zafrani, Rodrigo De Zayas.

ISBN 2-86364-123-9

Comprendre la violence et surmonter la haine en Méditerranée

9^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 144 p., bibliographies, 2003.

Textes de Yadh Benachour, Thierry Fabre, Jean Flori, Ilan Greilsammer, Alain Joxe, Rashid Khalidi, Théo Klein, Olivier Mongin, Stéphane Mosès, Abderhaman Moussaoui, Myriam Revault d'Allonnes, Abraham Ségal, Benjamin Stora.

ISBN 2-86364-118-2

Colonialisme et postcolonialisme en Méditerranée

10^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 192 p., bibliographies, 2004.

Textes de Sophie Bessis, Omar Carlier, Jocelyne Dakhli, Dominique David, Daho Djerbal, Thierry Fabre, Hassan Hanafi Hanassien, Robert Ilbert, Jean-Jacques Jordi, Mohamed Kenbib, Gérard Khoury, Gilles Manceron, Kalypso Nicolaidis, Joaquim Païs de Brito, Daniel Rivet, Sylvie Thenault, Ahmed Youssef.

ISBN 2-86364-128-X

Dieu. Les monothéismes et le désenchantement du monde

11^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 144 p., bibliographies, 2005.

Textes de Esther Benbassa, Dominique Bourel, Abdelmajid Charfi, Gilles Dorival, Jean-Claude Eslin, Thierry Fabre, Michel Guérin, Mireille Hadas Lebel, Samir Khalil Samir, Joseph Maïla, Youssef Sedik, Dariush Shayegan.

ISBN 2-86364-136-0

De la richesse et de la pauvreté entre Europe et Méditerranée

12^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 160 p., 2006.

Textes de Gilbert Benhayoun, Ali Bensaâd, Alain Bresson, Abdesselam Cheddadi, Georges Corm, Colette Establet, Thierry Fabre, Giovanni Levi, Jacques Marseille, Majid Rahnema, Jean-Louis Reiffers, Biagio Salvemini, Patrick Viverot.

ISBN 978-2-86364-171-2

Liberté, Libertés, entre Europe et Méditerranée

13^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 128 p., 2007.

Textes de Hassan Abbas, Jean Bauberot Joseph Bahout, Jean Bauberot, Sana Ben Achour, Rony Brauman, François Burgat, Driss El Yazami, Thierry Fabre, Altan Gokalp, Henry Laurens, Mohamed Mouaqit, Gemma Martin Munoz.

ISBN 978-2-86364-184-2 / 12€

La Méditerranée au temps du monde

14^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 128 p., 2008.

Textes de : Aïcha Ben Abed, Dominique Eddé, Thierry Fabre, Moris Farhi, Smail Goumeziane, Bahgat Korany, Zaki Laïdi, Michel Peraldi, Didier Pralon, Maurice Sartre, Georges Tolia, Jean-Claude Turret.

ISBN 978-2-86364-190-3

Entre Islam et Occident, la Méditerranée ?

15^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 128 p., 2009.

Textes de : Cengiz Aktar, Ali Benmakhlouf, Abdennour Bidar, Mustapha Cherif, Jocelyne Dakhli, Mathias Enard, Thierry Fabre, Franck Frégosi, Marwan Rashed, Mohamed Tozy, Nadia Yassine.

ISBN 978-2-86364-195-8

La Méditerranée : Figures du tragique

16^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 96 p., 2010.

Textes de : Jean-Christophe Attias, Stéphane Audoin-Rouzeau, Barbara Cassin, Thierry Fabre, Michel Guérin, Mahmoud Hussein, Farhad Khosrokhavar, Takis Théodoropoulos.

ISBN 978-2-86364-251-1

Méditerranée : un monde fragile

17^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 128 p., 2011.

Textes de : Abdelham Dahman Saïdi, Mohamed El Faïz, Thierry Fabre, Andrea Ferrante, Abderrahmen Gannoun, Titouan Lamazou, Henri-Luc Thibault, Nicole Petit-Maire, Michel Petit, Pierre Rabhi, Piero Sardo, Jean-Christophe Victor.

ISBN 978-2-86364-256-6

L'Europe et l'islam, La liberté ou la peur ?

18^e Rencontres d'Averroès

16,5 × 23 cm, 128 p., 2012.

Textes de : Rasmus Alenius Boserup, Alaa al-Aswany, Farida Belkacem, Fethi Benslama, Leyla Dakhli, Michel Foucher, Gabriel Martinez-Gros, Géraud Poumarède, Amr el-Shobaki, Margarete Spohn.

ISBN 978-2-86364-271-9